

Chiapas Quelles lunettes pour des cagoules ?

Quelle paire de lunettes chausser pour observer des rebelles encagoulés ? Quelle lecture de la rébellion des indigènes zapatistes du Sud-Est mexicain — la tradition marxiste ou la tradition tourainienne — aura été ou est aujourd’hui le mieux à même de rendre compte des tenants et des aboutissants, de la logique, de la spécificité, de la complexité... de ce type d’action collective ? Relecture critique des lectures de la rébellion zapatiste.

Bernard Duterme

Bernard Duterme est sociologue et journaliste, directeur-adjoint de Centre tricontinental à Louvain-la-Neuve.

La couverture dont ont bénéficié les insurgés du Chiapas depuis le soulèvement du 1^{er} janvier 1994 atteint, en quantité, des dimensions considérables. En une décennie, des centaines d’ouvrages et des dizaines de milliers d’articles et de conférences leur ont été consacrés. À ce jour toutefois, dans la masse des matériaux disponibles, pas de trace significative d’une réflexion aboutie sur les types d’approche sociologique dont les rebelles ont été ou sont encore l’objet. Un travail de méta-approche synoptique et critique du mouvement zapatiste reste dès lors à réaliser. Le défi dépasse bien évidemment

les limites de cet article. Tout au plus celui-ci se proposera-t-il, d’abord et surtout, d’explicitier les principales lectures sociologiques du zapatisme, sur la base tant de leurs postulats et de leur théorie de l’action collective que de leur rapport à l’objet, de leur positionnement politique, de leurs plis et de leurs évitements. Sans surprise, deux écoles, certes plurielles, dominant largement le panorama : la tradition marxiste et la tradition tourainienne. Nous nous y limiterons, pour oser, dans un deuxième temps, une lecture critique de ces deux approches et de leurs rendus de la rébellion du Chiapas. Le

propos se conclura sur une exploration, trop brève, des apports potentiels, des efforts de convergence et d'intégration qui structurent depuis une quinzaine d'années le champ de la conceptualisation de l'action collective, à la sociologie du mouvement zapatiste. L'objectif ambitieux mais avoué de cet article consiste donc à suggérer les voies d'une complexification ou d'un enrichissement des manières de rendre compte du « réel zapatiste », à partir d'une mise à plat des approches dominantes et d'une discussion de leurs éventuelles limites...

À LA MANIÈRE DES MARXISTES

Trait majeur et caractéristique des approches structuralistes, la rébellion zapatiste y est d'abord et surtout expliquée par ses causes. Par les facteurs qui précèdent et déterminent le phénomène (Gonzalez Casanova, 1995). Elle est réaction à un contexte qui l'oblige, à des contradictions qui la rendent nécessaire, à un faisceau d'éléments structurels et conjoncturels qui en explique le caractère inéluctable. À des niveaux de généralité divers, une bonne part des analystes « marxisants » du mouvement va consacrer l'essentiel de ses travaux, durant les quatre ou cinq premières années du soulèvement et parfois au-delà, à l'élucidation des causes de ce dernier, à l'explicitation des raisons de son « existence ». Existence plutôt qu'émergence, car ce n'est pas tant du processus de constitution d'une action collective conflictuelle dont il va être rendu compte, que des ingrédients dont l'addition provoquera le résultat abouti du 1^{er} janvier 1994, date du soulèvement indigène.

À un niveau « macro » qui ne s'embarrasse pas des traits particuliers de l'histoire sociale du Chiapas de ces dernières décennies, c'est « la phase actuelle de l'accumulation capitaliste » qui est placée au centre des facteurs déterminants. L'expansion de l'économie de marché et la généralisation du libre-échange comme alpha et oméga de l'explication, en dernière instance, de la révolte zapatiste : la restructuration du capitalisme, la mondialisation néolibérale, la privatisation induite des services publics, la mercantilisation du vivant, des ressources naturelles, etc. Effets directs et indirects de ces lames de fond ? Des inégalités accrues entre groupes sociaux et la marginalisation de pans entiers de la population latino-américaine, mexicaine, chiapanèque (Cecena, 1995-2004 ; Morton, 2002 ; Clacso, 2003 ; Houtart, 2003 ; etc.).

Le processus de globalisation contemporain est ainsi assimilé à une extension des domaines d'extraction des richesses, au-delà du rapport direct capital-travail. La tendance affecte désormais les groupes sociaux non salariés, périphériques, par le biais de mécanismes divers, notamment financiers et juridiques (spéculations, politiques monétaires, dettes externes, ajustements structurels...). En repoussant ses frontières, la logique du capitalisme, la loi de la valeur s'impose universellement, créant dans le même mouvement les conditions favorables à l'émergence de nouvelles résistances parmi les secteurs victimes non plus seulement de la « soumission réelle du travail au capital », mais aussi de la « soumission formelle » à l'extérieur du processus de production.

Apparaissent dès lors, sur le terrain des luttes, de nouveaux acteurs ou de nouvelles mobilisations d'acteurs déjà anciens. Des acteurs tantôt frappés par la pénétration physique ou symbolique du capital, tantôt privés de politiques publiques de redistribution des richesses créées, tantôt encore dépossédés de leurs propres ressources, etc. Parmi ceux-ci, les paysans sans terre, les habitants des bidonvilles, les peuples indigènes...

Les observateurs marxistes de la rébellion zapatiste n'en resteront certes pas à ce niveau d'analyse. Une connaissance même minimale de l'État du Chiapas, du contexte mexicain et des acteurs en présence, au besoin fournie par les multiples travaux d'« histoire immédiate » existants en la matière, va permettre une déclinaison plus fine des postulats structuralistes. À un niveau moins « macro » donc, seront mises au jour une série de conditions, structurelles et conjoncturelles qui, accumulées, expliquent la survenance de la rébellion zapatiste. Des conditions tant économiques et sociopolitiques que relatives aux ressources organisationnelles du mouvement insurgé.

Des causes en cascade

Sur le plan économique, la problématique de l'accès à la terre est bien sûr centrale et, dans la foulée, celle des circuits commerciaux et des politiques agricoles. Les inégalités et les discriminations y sont manifestes. L'essentiel de la population indigène maya du Chiapas survit principalement de la production de maïs sur une terre surfragmentée et souvent épuisée,

d'un fragile secteur informel urbain ou encore d'un salariat proche du servage, concédé dans les grandes exploitations. Ces plantations ou zones d'élevage occupent quelque 50 % des terres. L'autre moitié, la moins fertile et la moins accessible, se divise en une multitude d'*ejidos*¹ et de communautés rurales. Le peuplement progressif de nouvelles zones de colonisation dans la région de la *selva lacandona* à partir des années cinquante-soixante pour faire face au trop-plein démographique sur les hautes terres, ne va pas fondamentalement changer la donne, même s'il la complexifie. Le rapport de force entre d'un côté un paysannat indigène en situation de survie et, de l'autre, une oligarchie locale — « la famille chiapanèque » — assoupie, depuis l'époque coloniale, sur ses monopoles agricoles, commerciaux et politiques dans un État riche en ressources naturelles et pratiquement non industrialisé, continue à prévaloir. C'est en tout cas, dans sa version la plus synthétique, l'image dominante que la lecture marxiste des causes de la rébellion zapatiste renvoie de la configuration sociale du Chiapas.

À ce donné historique et structurel déterminant s'ajoute alors, dans un compte rendu cumulatif inexorable, une cascade de détonateurs conjoncturels qui vont empirer la fracture et partant, les griefs des indigènes, plus que jamais prisonniers d'un « cycle d'appauvrissement et d'endettement » (Harvey, 1994). Il s'agit, en vrac, du retrait sensible, dans le courant des années quatre-vingt, d'un État déjà défaillant en matière de politiques d'aide à la diversification et à la commer-

¹ Terres communales héritées de la Révolution mexicaine du début du xx^e siècle, propriétés de l'État, elles sont affectées en usufruit à des communautés rurales, la plupart du temps cultivées en famille et transmises (donc partagées, subdivisées...) d'une génération à l'autre.

cialisation des cultures; de la chute vertigineuse en 1989 du prix mondial du café qui affecte particulièrement les fragiles réussites des habitants de récente immigration dans la selva, où se concentre une part importante des terres dédiées à cette culture; du rendement décroissant du maïs sur des terres autant convoitées qu'épuisées; de l'augmentation significative du prix des intrants agricoles; de la promesse contenue dans les négociations des Accords de libre-échange nord-américain (Alena) d'importations massives d'un maïs étatsunien nettement plus compétitif; de la réforme, début 1992, de l'article 27 de la Constitution mexicaine qui, à la fois, sonne le glas de la réforme agraire, d'un espoir de meilleure répartition de la terre, et offre aux paysans la possibilité de vendre l'*ejido*...

Sur le plan politique, les choses sont encore plus tranchées. Aux yeux des analystes, l'ennemi commun de ces paysans indigènes, ouvriers agricoles ou petits producteurs de maïs et de café particulièrement affectés par le contexte économique, revêt les traits de l'État mexicain, ou plus précisément du parti unique qui l'incarne depuis les années vingt, le P.R.I. (Parti révolutionnaire institutionnel). Coupable de la généralisation des politiques de libéralisation économique, de choix en matière agricole néfastes pour les petits paysans (en particulier la réforme constitutionnelle déjà évoquée), de la mise sur pied de l'Alena, de mesures sociales inadéquates, le P.R.I. mexicain est également perçu comme le responsable ultime des actes du gouvernement de l'État du Chiapas, lui-même sous le

contrôle du P.R.I. local. Et en particulier des cooptations et autres manipulations clientélistes auxquelles il se livre à travers ses politiques sélectives de crédit, mais aussi de son soutien aux grands propriétaires dans l'accaparement de terres réclamées par les paysans, et enfin — et surtout — de l'accroissement significatif de la répression des organisations économiques ou syndicales, indigènes... Autant de facteurs, sources d'insatisfactions et de frustrations redoublées.

Au-delà des déterminants économique-politiques externes, les ingrédients « organisationnels » internes requis pour favoriser la métamorphose d'une population affectée en un mouvement de rébellion sont aussi au rendez-vous. En effet, pas de révolte digne de ce nom, sans une haute capacité d'organisation, un leadership résolu et une idéologie de référence à orientation nationale (Skocpol, 1986). Les observateurs marxistes trouveront les trois en gestation dans l'histoire chiapanèque du quart de siècle qui précède le 1^{er} janvier 1994. Et plus précisément, dans le travail de conscientisation et d'organisation de l'Église catholique locale et de son évêque Samuel Ruiz, qui ont pris, dans la foulée de la Conférence de l'épiscopat latino-américain à Medellin en 1968, une claire « option préférentielle pour les pauvres » et, en monde indien, « pour la libération des indigènes »... Mais aussi dans l'activisme de militants urbains de toutes les gauches qui, pour une bonne part, ont rallié les confins chiapanèques « à la recherche de bases », après les échecs des mobilisations étudiantes dans les grandes villes. Parmi ces

militants, un courant maoïste fort qui, en intelligence avec « les catéchistes de Don Samuel », participera durant les années septante à l'édification d'organisations paysannes et indigènes, autonomes vis-à-vis des canaux de revendications contrôlés par l'État.

Grâce à ce « patient travail d'éducation évangélique et politique » dont ils seront l'objet, les indigènes du diocèse de San Cristobal de Las Casas² vont « prendre conscience » des causes sociales et structurelles de leur pauvreté et des voies personnelles et collectives de l'émancipation et de la résistance... Début des années quatre-vingt, alors que des rivalités d'influence naissent entre l'évêché et les « brigadistes » maoïstes, un autre groupe d'universitaires urbains, guévariste d'obédience marxiste-léniniste cette fois, pénètre dans la selva lacandona pour y créer, dès 1983, l'E.Z.L.N. (Armée zapatiste de libération nationale). Parmi eux, le futur « sous-commandant Marcos » qui, en adaptant peu à peu, au fil des ans, son travail politique, son discours et ses objectifs aux réalités et aux rapports de force locaux, voire en modifiant substantiellement ses positions de départ³, s'imposera comme le leader réel de la rébellion du Chiapas. Selon les théoriciens structuralistes des mouvements sociaux, les indigènes trouveront donc dans ces « élites marginales » (Skocpol, 1986, 84-86) et leurs interventions successives ou parallèles les ressources tant idéologiques qu'organisationnelles, nécessaires à leur soulèvement.

Une originalité en débat

À côté de la mise au jour des causes et de l'explication de la survenance du soulèvement, l'autre grand domaine d'investissement des observateurs marxistes de la rébellion zapatiste a trait à l'« essence distinctive » (Seoane et al., 2004), à « la transcendance singulière » (Boron, 2002), au caractère « postmoderne extraordinairement original et créatif » (Gonzalez Casanova, 2001), à « la particularité détonante » (Zibechi, 1999) du mouvement. Bref, à sa nouveauté. Une innovation, cependant, non pas tant objet d'analyse sociologique que sujet de discussion, enjeu de débats politiques. C'est d'ailleurs moins l'originalité de la dynamique, des répertoires d'actions ou des pratiques de la rébellion qui est traitée, que la hardiesse de ses positions, de ses conceptions, de son discours. Les textes de théorisation politique vont se multiplier dans le camp des penseurs marxistes, délaissant pour de bon le champ de la sociologie de l'action collective.

L'explication de l'origine du profil novateur de la rébellion était déjà contenue en partie dans l'analyse des causes structurelles du soulèvement. À un niveau « macro », il est considéré comme le résultat tant de l'offensive néolibérale mondiale, de la restructuration du capitalisme et de son extension bien au-delà des usines et du rapport direct capital-travail, que, sur le continent latino-américain, des politiques d'ajustements structurels et de libéralisation du secteur agricole, de la chute des prix des denrées produites, etc. L'ensemble a créé de nou-

² L'un des trois diocèses de l'État du Chiapas, dont les frontières coïncident presque parfaitement avec celles du territoire rebelle et des zones à forte sympathie zapatiste et dont fut évêque le célèbre défenseur des Indiens, Bartolomé de Las Casas (1474-1566).

³ Ces évolutions supposées continuent de faire l'objet de multiples interprétations et controverses (Baschet, 2002).

velles conditions pour les luttes sociales: déstructuration des bases matérielles et culturelles sur lesquelles s'était constituée la classe ouvrière, structuration de nouveaux espaces sociaux et de nouvelles formes d'expression revendicative (Ceceña, Gonzalez Casanova, Zibechi...). À un niveau plus local, l'originalité du mouvement est aussi analysée comme le résultat du brassage des influences réciproques exercées par les trois traditions principales à l'œuvre dans la préparation de la mixtion zapatiste: la tradition communautaire indigène, la tradition révolutionnaire des guérilleros urbains, la tradition prophétique de l'Église locale (Gonzalez Casanova, Zibechi...).

Au-delà de l'explication de son origine, en quoi consiste enfin, aux yeux des observateurs marxistes, le caractère novateur de la rébellion? Quels sont donc les traits majeurs de cette originalité tant soulignée? Tous n'insistent pas sur les mêmes attitudes, et tenter une synthèse, en quelques lignes, de milliers de pages parfois divergentes relève sans doute de la gageure. Un bref examen des postures et conceptions du mouvement zapatiste qui suscitent l'intérêt conjoint des différentes focales marxistes peut toutefois, nous semble-t-il, s'ordonner autour de deux aspects principaux: la question de l'État et de l'autonomie d'une part; celle du statut de l'organisation et de ses pratiques de l'autre (Baschet, 2002).

Le premier renvoie tant à la mise en cause zapatiste du modèle jacobino-léniniste, qui assimile le processus révolutionnaire à la prise du pouvoir d'État et à la trans-

formation de la société par son biais, qu'à la priorité donnée par la rébellion à l'ouverture d'espaces civils de lutte, à la création de formes d'auto-organisation sociale, décentralisées et participatives. Le « refus » de la conquête militaire ou électorale du pouvoir d'État n'indique donc ni un renoncement au combat politique ni un abandon de la perspective d'une organisation nouvelle du pouvoir⁴. La défiance zapatiste à l'égard de l'État comme instrument déterminant de la révolution sociale n'est en outre que relative, dans la mesure où elle s'accompagne d'un attachement réaffirmé aux concepts de souveraineté et d'indépendance nationales face aux intérêts et à l'hégémonisme des puissances dominantes. Articulation originale donc (ou ambiguë) entre une perspective libertaire d'auto-organisation de la société et une inscription dans les traditions du nationalisme mexicain et des luttes anti-impérialistes de libération nationale.

Le deuxième aspect singulier qui retient l'intérêt des observateurs a trait à l'auto-dévalorisation constante et souvent ironique de l'E.Z.L.N. en tant qu'organisation instituée, au nom de la primauté accordée au mouvement social et à la dynamique démocratique. La stigmatisation zapatiste de l'avant-gardisme éclairé, du verticalisme décisionnel, de la confiscation de la démocratie par le leadership, des risques de la délégation, de la conception sacrificielle du militantisme est l'autre face de l'aspiration — essentiellement éthique — de la même rébellion à l'homogénéité des moyens et des fins, à l'horizontalisme des décisions collectives, à l'inclusion et à la tolérance, à la

⁴ À noter que si la plupart des analystes marxistes tendent à traiter le rejet de la conquête du pouvoir d'État comme un en-soi idéologique de l'E.Z.L.N., certains osent toutefois une lecture moins essentialiste d'une posture considérée alors comme circonstancielle: « les zapatistes disent ne pas vouloir ce que, de toute façon, ils ne peuvent atteindre. C'est faire de nécessité vertu » (Bensaid, 2003, 58).

reconnaissance de la diversité subjective... « Aspiration », car la posture zapatiste s'accompagne d'une conscience aigüe, affichée dans l'autodérision, des limites de ses propres pratiques.

Sur cette base, plus qu'à une analyse sociologique du profil de la rébellion du Chiapas, l'approche marxiste, dans toute sa pluralité, va s'adonner à un prolifique travail de réflexions politiques et de débats théoriques — toujours en cours — sur les conceptions zapatistes de l'État et de l'organisation révolutionnaire. Tantôt, à la manière d'Atilio Boron⁵ (2002), pour en indiquer, au nom d'une certaine orthodoxie, les impasses théoriques et stratégiques: conceptions transclassiste de la société civile et libérale de la démocratie, évitement de la question du pouvoir, « vacuité du discours postmoderne sur “les nouvelles modalités de l'action politique” »... Tantôt, à la manière de Pablo Gonzalez Casanova⁶ (2001), pour en célébrer la lucidité, la pertinence universelle et la contribution au renouvellement de la gauche latino-américaine et de la pensée émancipatrice... Tantôt encore, à la manière de John Holloway⁷ (2002) dans le filon libertaire remis à jour par Michael Hardt et Antonio Negri dans *Empire*, pour y trouver les éléments d'une théorie révolutionnaire sans prise du pouvoir, formulée au prix d'une mise à distance assumée de l'histoire et du réel...

À LA MANIÈRE DES TOURAINIENS

Logiquement, on retrouve dans l'approche tourainienne de la rébellion du Chiapas une série de faits et d'éléments d'explication et de caractérisation déjà

mobilisés dans les travaux marxistes sur le zapatisme. D'importantes zones de recouvrement existent donc, ainsi que des accents complémentaires. Mais les différences entre les deux lectures sont aussi manifestes et fondamentales, tant dans les postulats et les cadres théoriques de référence que dans les réalités — contradictoires — et les types d'action collective — antinomiques — mis au jour. Ce sont pourtant les deux mêmes grandes dimensions de la rébellion, déjà couvertes par les marxistes, qu'explorent pour l'essentiel les travaux d'inspiration tourainienne: l'avant 1^{er} janvier 1994 d'une part, l'originalité de la parole zapatiste de l'autre.

Des ruptures en cascade

Au centrage sur les causes et à leur relevé cumulatif opérés par les analystes marxistes, les observateurs tourainiens — Yvon Le Bot⁸ en particulier — préfèrent une analyse des processus sociaux et culturels qui ont amené un secteur de la population indigène à choisir le recours aux armes, à basculer dans une logique insurrectionnelle. Plutôt que l'aboutissement inexorable ou l'apothéose d'un long processus de maturation d'un mouvement paysan et indien, le soulèvement zapatiste est ici considéré comme le résultat d'une rupture, d'une crise d'un mouvement social empêché dans son émancipation. Plutôt donc que l'accouchement libérateur d'une gestation prometteuse, le mouvement armé du 1^{er} janvier 1994 manifeste, aux yeux des analystes actionnalistes, l'impossibilité du mouvement social qui l'a précédé.

⁵ Directeur du Conseil latino-américain des sciences sociales, Clasco, Buenos Aires.

⁶ Ancien recteur et professeur de sociologie de l'université nationale autonome de Mexico, Unam.

⁷ Chercheur et professeur de l'Institut des sciences sociales à l'université autonome de Puebla.⁸ Directeur de recherche au C.N.R.S., membre du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques, Cadis (E.H.E.S.S.), Paris.

⁸ Directeur de recherche au C.N.R.S., membre du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques, Cadis (E.H.E.S.S.), Paris.

L'élucidation de la genèse de ce mouvement social passe non seulement par l'analyse des influences extérieures, politiques et culturelles, déjà évoquées, mais aussi par la mise au jour d'un processus d'émancipation au sein même du monde indigène. Processus à l'œuvre depuis quelques décennies et lié tant à la pression démographique et à la colonisation de nouveaux territoires qu'à des facteurs de modernisation concomitants : développement des communications, multiplication des échanges monétaires, extension du marché, de la scolarisation, de l'écoute de la radio, etc. En rupture avec la « coutume », avec les unanimismes communautaires, avec les anciennes relations d'exploitation et de domination, une nouvelle génération d'élites indigènes a émergé. Émancipée et émancipatrice, elle va s'attacher au démantèlement du conformisme défensif qui lie, sur le plan politique, les communautés indigènes au pouvoir du P.R.I. par le biais de la soumission du caciquisme conservateur aux administrations officielles indigénistes.

C'est ce secteur social modernisé, dynamique et contestataire, mû par une forte aspiration à l'autonomie et à la responsabilité, qui, au contact de l'Église locale et des militants de gauche venus des villes, va jeter les bases d'un mouvement social indien et paysan, affirmatif et « progressiste », structuré autour de revendications socioéconomiques. Au sortir des années quatre-vingt, ce mouvement de modernisation va toutefois finir par se briser « contre les nouveaux murs édifiés par le néolibéralisme. [...] L'ordre ancien (semi-servage, caciquisme, clientélisme, tutelles

étatiques ou ecclésiastiques) s'est décomposé et a été remplacé ou recouvert par les forces du marché » (Le Bot, 2003, 133). Les nouveaux acteurs économiques que sont les indigènes mobilisés de la selva lacandona sont les premiers à en faire les frais. L'effondrement du cours du café, la levée des restrictions à l'importation du maïs étatsunien, etc. (voir plus haut), ajoutés à la cooptation ou à la répression accrue d'un État dont l'élite traditionnelle perd aussi pied, signifient l'asphyxie du mouvement d'émancipation et sa fragmentation. Le « passage à l'acte » de 1994, loin d'être l'expression la plus élevée du mouvement social, apparaît dès lors comme la manifestation de son empêchement, l'une seulement des options retenues par un secteur social confronté aux impasses de la modernisation et du développement, en butte à la répression et au racisme (Zermeno, 2001).

Une originalité en sursis

L'autre grand point de focalisation de l'approche tourainienne de la rébellion du Chiapas a trait à ce qu'Alain Touraine lui-même appelle la portée historique du mouvement zapatiste, sa signification exceptionnelle, à savoir l'avènement d'une « antiguérilla » qui met fin au modèle guévariste, marxiste et léniniste de changement social pour affirmer le projet démocratique au cœur de l'action collective conflictuelle (Touraine, 2004). Pour Yvon Le Bot, les caractéristiques qui font l'originalité du mouvement expliquent aussi son écho international : « Le mouvement s'est développé parallèlement à la décomposition des idéologies

du sens de l'Histoire et à la crise de la modernité. Il n'en appelle pas à des principes universels abstraits ou à des catégories générales dans lesquelles ces principes s'incarneraient (la Raison, le Progrès, [...], la Révolution, le Proletariat...), mais à la formation d'acteurs historiques concrets, à leurs droits, à leurs intérêts, à leur culture. Son horizon est celui d'une universalité plurielle, d'une universalité qui se conjugue avec la diversité culturelle » (Le Bot, 2000, 221).

Si la caractérisation tourainienne de l'originalité zapatiste s'appuie sur certains faits et gestes de la rébellion, elle s'ébauche essentiellement à partir de la parole zapatiste et plus particulièrement du discours de son leader, le « sous-commandant Marcos ». Souvent d'ailleurs les deux coïncident, l'auto-analyse du guérillero cagoulé et le diagnostic de l'observateur. Et ce, notamment, dans l'explication de la transformation du noyau guévariste armé et « révolutionnaire carré » du début — manifestation résiduelle des anciennes guérillas et idéologies — en un nouveau mouvement social ou plus précisément en un « désir de mouvement social » pluriel, inclusif, antimilitariste, postcommuniste, indéfini et réflexif, identitaire et démocrate (Le Bot et Duterme, 1999)... Cette transfiguration serait le résultat d'un chapelet d'inflexions, plus ou moins profondes, plus ou moins irréversibles, occasionnées « par l'effondrement du communisme, par la rencontre des marxistes urbains avec le monde indigène (choc culturel), par l'affirmation en son sein d'une volonté d'émancipation féminine et, après le

soulèvement du 1^{er} janvier 1994, par la rencontre avec la société civile » (Le Bot, 2000, 221).

Aux yeux des tourainiens (comme de Marcos...), le sujet zapatiste, individuel et collectif, est ethnique, national et universel. Il se veut mexicain sans cesser d'être indien: « égal et différent ». Il est aussi la première insurrection déclarée contre la mondialisation néolibérale. Il combine exigence éthique (justice), besoin de reconnaissance (liberté et dignité) et revendication politique (démocratie). « Dans un monde dominé par la loi du marché » et transi face aux crispations violentes d'acteurs identitaires, Touraine perçoit le mouvement zapatiste comme l'une des tentatives les plus éclatantes d'articuler identités culturelles, modernité et démocratie. Les mouvements sociaux « qui correspondent le mieux à l'émergence du sujet, dans le monde contemporain, sont ceux dans lesquels [...] la revendication de reconnaissance des particularités de l'acteur est associée à un combat destiné à réduire une domination sociale et à mettre en cause un principe de hiérarchie », précise Michel Wieviorka (2000, 24). En 1997, Yvon Le Bot concluait, au terme de ses longs entretiens avec le sous-commandant Marcos, que « le réenchantement du monde » commençait dans le Chiapas...

Depuis lors, l'analyste français a dû déchanter. « La possibilité d'une régression, d'un retour à l'idéologie et aux pratiques révolutionnaires anciennes » (Le Bot, 1997, 72), déjà signalée à l'époque, serait devenue, depuis 2001, plus présen-

te. En cause, la marginalisation de l'acteur zapatiste sur la scène nationale à la suite de l'adoption par les autorités d'une loi indigène « paternaliste », et, sur la scène internationale, « le retour de l'Histoire, des anciens schémas (impérialisme, anti-impérialisme) », « la guerre entre l'hyperpuissance américaine et le terrorisme islamiste », « la montée des communautarismes » et d'une « atmosphère hostile à l'inspiration zapatiste » (Wieviorka et Le Bot, 2003)... L'ensemble aurait plongé le zapatisme dans une posture, certes intermittente, proche des « composantes les plus rigides et les plus belliqueuses du mouvement antimondialisation », et dans des « analyses en termes plus classiques » que ceux, « créatifs », auxquels il nous avait habitués.

LIMITES DES LECTURES DOMINANTES

Cet aperçu trop synthétique des lectures marxistes et tourrainiennes de la rébellion zapatiste n'épuise ni la richesse ni la diversité des nombreux travaux qui appartiennent de près ou de loin à ces deux écoles. Il prétend toutefois en avoir extrait les principales lignes de force, dans un effort de réduction, sans doute appauvrissant, de la masse de matériaux disponibles. Les apports de ces approches pour l'intelligibilité du mouvement du Chiapas sont considérables. Ils ne sont pas pour autant dénués de limites et en disent tout autant sur les cadres d'analyse et les prismes à l'œuvre que sur l'objet étudié ou, pour paraphraser le titre de cet article, sur les lunettes des observateurs que sur les cagoules des insurgés. « Comprendre consiste à réduire un type

de réalité à un autre », disait Lévi-Strauss. Nous avons donc bien affaire à au moins deux rendus distincts du zapatisme. C'était inévitable.

On le sait, le cadre marxiste d'analyse des mouvements sociaux consiste plus en une théorie des contradictions, de la crise et des transformations du système capitaliste qu'en une véritable sociologie des mouvements sociaux. Ceux-ci sont intégrés dans une problématique générale de rapports sociaux. Ils sont l'expression obligée des rapports de classes, définis par un mode de production et d'accumulation. Les analystes marxistes classiques rechignent dès lors à rendre compte de mobilisations structurées par d'autres références identitaires ou en butte à d'autres formes de domination. Dans le cas qui nous occupe, la rébellion des indigènes du Chiapas ne semble acquérir de sens, de lisibilité, voire d'intérêt, pour les observateurs marxistes, qu'à la condition d'être ramenée dans les cadres qui lui en donnent. Ce n'est peut-être pas forcer la réalité que de procéder de la sorte — les causes de la rébellion sont aussi sociales et son propos, anticapitaliste —, mais c'est au minimum la simplifier.

Bien des conditions favorables à l'action collective et des processus à l'œuvre dans sa dynamique, étudiés par les sociologies des mouvements sociaux de ces trente dernières années (Bajoit, 2003, 138-142), sont ici, à de rares inflexions près, laissés en friche. Ce n'est pas une surprise, l'amont et le macroéconomique sont privilégiés au détriment du reste, à l'exception peut-être d'un autre classique de l'approche marxiste, le rôle dévolu au(x)

leader(s) professionnel(s), seul(s) à même d'apporter de l'extérieur de l'expérience quotidienne et de l'univers mental des bases à conscientiser, les clés de lecture des logiques à l'œuvre et l'orientation du projet révolutionnaire. En se limitant le plus souvent à établir une liste de conditions préexistantes sans lesquelles l'action collective n'aurait pu avoir lieu, en construisant a posteriori des chaînes de causalités plus ou moins complexes qui rendent inéluctable le soulèvement du 1^{er} janvier 1994, la démarche a notamment pour effet collatéral d'hypostasier l'identité du groupe en amont, de le considérer comme donné dès le début de l'analyse. Une double aporie en résulte. D'une part, les processus mêmes du passage à l'acte ne sont pas vraiment élucidés — alors que les conditions « objectives » semblent réunies, pourquoi et comment seule une fraction des indigènes rejoint l'E.Z.L.N.? D'autre part, en posant un gap entre les conditions préalables et le résultat, on s'empêche de comprendre les fluctuations des identités et de l'action collective au cours de la dynamique, d'explorer de multiples facettes — organisationnelles, symboliques, relationnelles, individuelles, contextuelles... — de l'objet considéré.

Le rapport à l'empirique, sommaire, est à l'avenant de cette approche fixiste et causaliste. Globalement, le relevé historique des antécédents traite essentiellement des sources secondaires et le commentaire du profil politique de la rébellion épingle épisodiquement l'un ou l'autre indicateur choisi. Mais pratiquement absents sont les travaux sociologiques de confronta-

tion d'hypothèses au réel, selon les canons de la discipline. Exemple de manquement parmi d'autres, les modes de consultation des « bases d'appui » zapatistes, décrits comme participatifs et démocratiques par certains leaders rebelles et discutés comme tels par les observateurs marxistes, ne sont pas vérifiés. La falsification de cette hypothèse est laissée aux détracteurs — indigènes, journalistes ou politiques — du mouvement... Ces remarques valent aussi, en partie, pour l'approche tourainienne. Même si la démarche du chercheur et les développements qui précèdent les conclusions y sont sensiblement plus fouillés, les hypothèses restent peu vérifiées. La méthode consacrée des tourainiens — l'intervention sociologique — essentiellement ramenée à un dialogue avec le « sous-commandant Marcos », au mieux flanqué d'une paire de leaders indigènes, cantonne l'analyste à une vision enchantée de la rébellion et confond compréhension et complicité.

Plus fondamentalement, si l'approche tourainienne offre une lecture assurément plus fine et plus subjectiviste qu'objectiviste du mouvement zapatiste, elle n'évite pas l'un des travers régulièrement reprochés aux sociologies des « nouveaux mouvements sociaux » (Neveu, 2000), à savoir une telle célébration de la nouveauté qu'elle en devient l'explication et la condition *sine qua non* de l'intérêt porté à l'objet⁹: nouveauté des formes d'organisation (démocratiques, horizontales, réticulaires...), des répertoires d'action (symboliques, médiatiques, expressifs...), des valeurs (dignité, diversité...), des reven-

⁹ « Je n'ai pas eu à choisir ce mouvement plutôt qu'un autre. Il s'est imposé lui-même à la sociologie tourainienne. Il est le reflet de nos préoccupations. C'est sa signification exceptionnelle et sa portée historique qui justifient notre intérêt », Yvon Le Bot, dans un entretien avec l'auteur de cet article, novembre 2003.

dications (autonomie, reconnaissance...), du rapport au politique (contre-pouvoir civil...) et des identités mobilisées (culturelles, sexuelles...). Un examen attentif de l'épaisseur du réel, au-delà du discours de Marcos, suffirait pourtant à relativiser cette originalité ou plutôt, peut-être, à la situer dans l'articulation de nouvelles formes à d'anciennes, tant les conduites verticalistes et autoritaires, les modes d'expression classiques, les aspirations égalitaires à la redistribution des richesses, les revendications strictement socioéconomiques, l'obsession du pouvoir de l'État et les identités de classe demeurent prégnants dans le mouvement (Duterme, 1998 et 2004).

Ce ne sera pas la première fois que les aspects normatifs¹⁰ qu'implique la quête du véritable « mouvement social » joueront des tours aux tourainiens. Prisonnier de l'acception « maison » de l'objet recherché — expression sociologiquement la plus élevée (centralité de l'enjeu et de l'acteur, projet de direction de l'historicité...) de l'action collective —, Yvon Le Bot se condamne à repasser les plats : « à la recherche du mouvement social », aux côtés de Marcos, en 1997 (Le Bot, 1997); en deuil ou pour le moins « déçu » par le mouvement zapatiste depuis 2001. Parmi d'autres, le mouvement antinucléaire des années septante et quatre-vingt avait déjà connu le même traitement de la part des chercheurs tourainiens : investissement-illusion, désillusion-désinvestissement. Chez les marxistes, mêmes ambiguïtés : considérée par ses contempteurs, au mieux comme une expression postmoderne, voire fantaisiste, d'une révolte pour-

tant légitime, au pire comme un mouvement identitaire réactionnaire qui participe de la fragmentation des acteurs et des États nécessaire à l'expansion du système capitaliste et à l'impérialisme, la rébellion zapatiste apparaît toutefois, le plus souvent, consacrée ou « conseillée » en fonction de son adéquation, certes originale, à un format préétabli, — il va de soi renouvelé — de lutte des classes, de mouvement anticapitaliste¹¹.

Ce double constat ouvre sur quelques questionnements plus larges, en creux jusqu'ici, qui concernent les frontières entre positionnement politique et analyse sociologique autant que le rapport à l'objet des deux écoles évoquées. Les sciences sociales, on le sait, sont nourries de pré-supposés axiologiques, d'intuitions politiques et d'hypothèses anthropologiques (au sens où Philippe Corcuff parle de conceptions à priori des propriétés et de la condition humaines). Certaines écoles en outre ne cachent pas leurs visées émancipatrices. Pour autant, s'il peut y avoir dialogue fécond entre les deux registres — celui de la connaissance scientifique du phénomène zapatiste et celui du jugement de sa contribution éthico-politique à une nouvelle perspective d'émancipation —, une autonomie analytique de ces registres n'est-elle pas la condition d'une sociologie opérante des mouvements sociaux ? Et partant, une voie d'évitement de discours hybrides, prisonniers d'enjeux et de passions politiques ? (Lahire, 2002).

Dans le cas qui nous occupe, la fascination pour l'objet est aussi patente. Elle

¹⁰ « Si le zapatisme n'est pas le contraire du guévarisme, il n'est rien ! Qui s'intéresse aujourd'hui aux guérillas d'hier ? », Yvon Le Bot, entretien avec l'auteur de cet article, mai 1999.

¹¹ Pour un développement de l'analyse critique des approches marxiste et tourainienne des mouvements sociaux, respectivement en quête du « sujet révolutionnaire privilégié, appelé par l'histoire à changer la société » et du « sujet sociétal privilégié, appelé par l'historicité à la produire », lire Munera (1997, 13-55).

opère même probablement dans les deux sens, tant certains communiqués ou décisions du leadership zapatiste paraissent s'inspirer de l'image du mouvement ou des attentes que tantôt les marxistes tantôt les tourainiens formulent. C'est la « double herméneutique » d'Anthony Giddens, où les discours des acteurs et des savants font sens des deux côtés. C'est aussi le propos de l'intervention sociologique de pousser cette dynamique circulaire à l'extrême, jusqu'à amalgamer parole d'acteur et parole de sociologue. Et la réciprocité est d'autant plus facilitée qu'il y a proximité : proximité politique et idéologique (les analystes de l'E.Z.L.N. sont souvent d'anciens ou d'actuels camarades de lutte) et proximité sociale et culturelle (le capital culturel de l'universitaire bien né Marcos se confond avec celui de ses interlocuteurs savants ou « zapatistas », européens et nord-américains). « Trop de distance et trop de proximité empêche la vue », disait Pascal.

Les perspectives holistes et historicistes auxquelles renvoient les outils théoriques marxistes et tourainiens, en cela bien différents des sociologies anglo-saxonnes des mouvements sociaux, ouvrent encore sur un autre questionnement qui dépasse de loin les limites de cette note. Celui de l'« homologation structurale » nécessaire ou supposée entre contexte spatiotemporel, forme de mobilisation sociale et cadre théorique, voire paradigmatique de référence. À nouvelle période, nouvelle action collective, nouvelle manière d'en rendre compte? Chacune à sa façon, les approches marxiste et tourainienne se construisent sur le lien déterminant entre

les deux premiers termes et prétendent incarner le troisième. Dans la mesure où elles-mêmes définissent contenus et limites des périodes étudiées, c'était à prévoir¹². L'implication, évidente en apparence, n'est cependant pas le propre de toutes les sociologies des mouvements sociaux.

POUR UNE APPROCHE MULTIDIMENSIONNELLE

Depuis plusieurs années déjà, dans le champ de la sociologie de l'action collective, la tendance est à la recherche de synthèse, aux perspectives combinatoires, aux tentatives d'intégration des apports significatifs tant des principales théorisations de ces cinquante dernières années¹³ que des deux grandes traditions continentales — européenne et américaine — qui les ont vu naître (voir notamment Giugni, 1996, Snow, Soule et Kriesi, 2004, Neveu, 2000). Jusque-là, l'héritage, à peine caricaturé, tenait en un dualisme : d'un côté, une sociologie européenne plutôt centrée sur les causes, les facteurs macrosociaux et structurels et peu mobilisée par la vérification empirique de ses théories ; de l'autre, une sociologie américaine plus concernée par le niveau micro-social et les mécanismes concrets des mobilisations, testables empiriquement. Les « essayistes » européens révèlent le « pourquoi » (en un ou en deux mots) des mouvements sociaux ; les « entomologistes » américains détricotent le « comment » des mobilisations.

Aujourd'hui donc, à en croire les ténors, surtout anglo-saxons de la discipline, les efforts de convergence dominent le pano-

¹² « Quels autres mouvements en Amérique latine ou ailleurs ont été à la hauteur des questionnements qui étaient ceux de ce moment historique vécu entre la chute du mur et celle des tours? Quels autres mouvements ont posé les questions centrales de notre temps, de manière aussi articulée et avec une parole neuve? Quel autre mouvement, dans une époque de montée des mouvements identitaires, a lié de manière aussi forte et aussi réfléchie identité et démocratie, l'égalité et la différence [...] à la manière de Touraine dans *Pourrions-nous vivre ensemble?* », Yvon Le Bot, correspondance avec l'auteur de cet article, décembre 2003.

¹³ Théories dites du comportement collectif (de Marx et Durkheim à Parsons et Smelser, Turner et Killian...), de la mobilisation des ressources (McCarthy, Zald, Oberschall, Snow, Gamson, McAdam...), des nouveaux mouvements sociaux (Touraine, Melucci, Brand...) et des processus politiques (Tilly, Tarrow, Kriesi...).

rama. Les perspectives macrostructurelles s'ouvrent aux processus relationnels, organisationnels et individuels des micromobilisations et s'appuient sur des données empiriques. Les rationalistes intègrent les transformations macrosociales dans l'analyse, mais aussi les aspects symboliques, idéologiques et culturels des mouvements sociaux. Le concept de « structure d'opportunités politiques » (Eisinger repris par Tarrow), comme celui de « contexte de micromobilisation sociale » (McAdam, McCarthy et Zald) offrent des ponts conceptuels entre le holisme et l'individualisme, la structure et l'action (Giugni, 1996), grâce auxquels les processus micro-, meso- et macro-sociaux peuvent être articulés (Van Campenhoudt, 2001). L'attention désormais portée à la dimension constructiviste des mouvements, notamment dans leurs aspects cognitif et discursif (Snow, Gamson), mais aussi dans la définition des identités sociales (Pizzorno, Boltanski, Corcuff), participe de ce travail de conceptualisation « intégrale » de l'action collective¹⁴.

Jusqu'à preuve du contraire, les approches dominantes de la rébellion du Chiapas n'ont pas encore vraiment bénéficié de ces efforts. L'inclination mexicaine pour les perspectives historiques et l'« essayisme » européens (Brachet-Marquez, 1997), le désintérêt relatif de la sociologie étatsunienne pour les « terrains » du Sud, la forte politisation du débat, la contiguïté du propos zapatiste et des deux écoles sociologiques d'origine européenne bien ancrées en Amérique latine jouent probablement leurs rôles

dans cet état de fait. Pourtant, la compréhension du mouvement chiapanèque aurait certainement beaucoup à gagner d'un examen plus pointu de ses logiques d'action, à partir de grilles de lecture construites à cette fin. Délestés de leurs aspects normatifs incompatibles, les apports des approches dominantes ne seraient-ils pas avantageusement « recyclables » dans une démarche qui se voudrait complémentaire? À l'identification marxiste des facteurs macrosociaux qui expliquent l'émergence de la rébellion, à la compréhension tourainienne du choix opéré par un mouvement en rupture et du sens dont il est potentiellement porteur, pourraient ainsi venir s'ajouter des analyses plus fines et plus précises d'un éventail de dimensions importantes jusqu'ici peu interrogées.

En la matière, le choix est vaste, mais c'est sans doute tant dans la dynamique interne du mouvement — actuelle ou depuis le 1^{er} janvier 1994 — que dans les relations de la rébellion avec l'extérieur, proche ou lointain, dans l'après-soulèvement, que les manquements apparaissent les plus criants. Comment se réalise aujourd'hui le travail d'unification, d'identification, de regroupement au sein du mouvement? Sur quels modes s'opèrent l'inclusion et l'exclusion, le travail social, politique et symbolique de (re)définition, de délimitation, de légitimation, d'homogénéisation relative? Comment se joue le passage de la « classe probable » à la « classe mobilisée » dans l'activisme intermittent du mouvement? Comment la « forme sociale » zapatiste se maintient-elle? Sur quelles équivalences entre

¹⁴ En 1992 déjà, Mario Diani indiquait, dans *The Sociological Review*, les voies d'une définition « œcuménique » et opérationnelle du concept de mouvement social, sur la base des « éléments de continuité » plutôt que des « éléments de divergence » à l'œuvre au sein des principales théorisations des mouvements sociaux. « A social movement is a network of interactions between a plurality of individuals, groups and/or organizations, engaged in a political or cultural conflict, on the basis of a shared collective identity » (Diani, 1992).

individus, quelles expériences collectives, quelles oppositions à d'autres, l'intérêt commun se reproduit-il? Y a-t-il pluralité ou unicité des « identités narratives » au sein de la rébellion? Comment opère le leadership zapatiste à l'intérieur du mouvement¹⁵? Comment se gèrent, pratiquement et symboliquement, les relations avec les indigènes non ou anti-zapatistes, avec l'État, les médias, la société civile...? Quel est leur impact sur la dynamique en cours, sur la résonance du zapatisme? Etc¹⁶.

Reste donc à échafauder, à l'aide de dispositifs de recherche pragmatiques, une approche multidimensionnelle du mouvement rebelle, plus attentive au « réel zapatiste » et à ses multiples facettes. Une approche qui, à la manière des constructivistes, appréhende les réalités sociales comme des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs (Corcuff, 2002). Déconstruction de ce qui se présente comme « donné », « intemporel », « homogène » et interrogation des processus de construction du monde social dans ses différentes dimensions. L'idée ne consiste donc pas à substituer à des lectures macrostructuralistes, un centrage exclusif sur l'instant et l'interaction, qui oublierait que la vérité d'un moment circonscrit n'est jamais tout entière dans ce moment tel qu'il se livre à l'observation. La démarche suggérée vise plutôt à dépasser ces oppositions entre saisie des structures sociales englobantes et analyse des actions et des interactions de face-à-face des acteurs, à articuler macro et micro, structures sociales et vécu des individus mobilisés, théories structu-

ralistes et constructivistes (Cadena-Roa et al., 2003)...

« Où se situe, dira-t-on, la portée politique d'une telle démarche? En endossant le rôle modeste qui consiste à autopsier scrupuleusement les affaires et à analyser la dynamique des conflits, le sociologue ne renonce-t-il pas définitivement à toute intervention dans le débat? » (Barthe et Lemieux, 2002). La position de retrait préconisée dans le rapport à l'objet n'est pas à interpréter comme un refus d'engagement. L'impartialité méthodologique (traiter symétriquement la pluralité des acteurs étudiés sans imputer a priori plus de poids ou de place à tel argument ou ressource) n'équivaut en rien à un principe de neutralité politique. L'attitude vise au contraire à accroître l'acuité visuelle sur les différentes dimensions du mouvement analysé, et partant, à clarifier les conditions, tant internes qu'externes à la rébellion, susceptibles de favoriser ses effets émancipateurs ou à l'inverse de reproduire les asymétries. Souvent les approches partielles ou partiales, les lectures fantasmées de la geste rebelle, plus encore si elle est exotique, ont eu des conséquences désastreuses pour l'action. Certes la neutralité axiologique est une illusion, mais l'exigence émancipatrice du chercheur et la responsabilité sociale de la sociologie reposent d'abord sur le respect du réel, fût-il prosaïque. ■

¹⁵ Sans doute l'une des « boîtes noires » les plus importantes à ouvrir, l'une des questions à problématiser et à traiter comme un mécanisme et un processus qui concernent tant l'émergence que la dynamique et l'aboutissement de la rébellion (Morris et al., 2004).

¹⁶ Pointons un seul exemple concret, parmi tant d'autres, d'un « terrain » particulièrement apparent mais peu investi par les analystes de la rébellion : que dit l'iconographie des villages zapatistes sur le mouvement, sur la construction de son identité sociale et politique, sur sa dynamique symbolique? Les portraits du Che peints par les miliciens mayas dans les endroits de réunion, les fresques qui célèbrent la figure de l'indigène sur fond d'arc-en-ciel dans les hameaux de passage des jeunes altermondialistes « zapatissants », les photos de Madonna, Schumacher et Jean-Paul II épinglées par des « bases d'appui » zapatistes dans ce qui leur sert de maison, les figurines en tissu du « sous-commandant Marcos » vendues par les enfants et leurs mamans, etc.

Bibliographie

- Bajoit G., *Le changement social*, Paris, Armand Colin, 2003.
- Barthe Y. et Lemieux C., « Quelle critique après Bourdieu? », *Mouvements*, n° 24, 2002.
- Baschet J., *L'étincelle zapatiste*, Paris, Denoël, 2002.
- Bensaïd D., « La Révolution sans prendre le pouvoir? », *Contretemps*, n° 6, 2003.
- Boron A., *Questions regarding the political theory of Zapatismo*, Buenos Aires, Osal, 2002.
- Brachet-Marquez V., « Mexican Sociology: Contradictory Influences », *Contemporary Sociology*, vol. 26 n° 3, 1997.
- Cadena Roa J. et al., « Emerging trends in the Study of Protest and Social Movements », *Research in Political Sociology*, vol. 11, Jai Press, 2003.
- Cecena A. E., *Chiapas*, n° 1-15, Mexico, Unam, 1995-2004.
- Clacso, *Movimientos sociales y conflicto en America latina*, Buenos Aires, 2003.
- Corcuff Ph., *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 2002.
- Diani M., « The concept of social movement », *The Sociological Review*, 0038-0261 92/4001, 1992.
- Duterme B., *Indiens et zapatistes*, Bruxelles, Luc Pire, 1998.
- Duterme B., « Diez anos de orgullo sin rostro », *Proceso*, Edicion especial 13, 2004.
- Giugni M., « L'étude de l'action collective entre deux traditions sociologiques », *Swiss Political Science Review*, 2 (1), 1996.
- Gonzalez Casanova P., « Causas de la rebellion en Chiapas », *Perfil de la Jornada*, Septiembre 1995.
- Gonzalez Casanova P., « Los zapatistas del siglo XXI », *Publicacion Osal*, n° 4, 2001.
- Harvey N., *Rebellion in Chiapas*, San Diego, University of California, 1994.
- Holloway J., *Change the World without taking Power*, Londres, Pluto Press, 2002.
- Houtart F., *La convergencia de movimientos sociales: un ensayo de analisis*, La Habana, Inedito, 2003.
- Lahire B. (dir.), *A quoi sert la sociologie?*, Paris, La Découverte, 2002.
- Le Bot Y., *Le rêve zapatiste*, Paris, Seuil, 1997.
- Le Bot Y. et Duterme B., « Le zapatisme, c'est cela ou ce n'est rien! », *La Revue nouvelle*, n° 11, 1999.
- Le Bot Y., « Chiapas: malaise dans la mondialisation », *Les Temps modernes*, n° 607, 2000.
- Le Bot Y., « Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néolibérale », dans Wieviorka (dir.), *Un autre monde*, Paris, Balland, 2003.
- Morris A. et al., « Leadership in Social Movements », dans Snow D., Soule S. et Kriesi H. (dir.), *The Blackwell companion to social movements*, Malden, Oxford, Victoria, Blackwell Publishing Ltd, 2004.
- Morton A., « Globalisation, Resistance and the Zapatistas », *Millennium: Journal of International Studies*, Vol. 31 n° 1, 2002, 27-54.
- Munera L., *Relations de pouvoir et mouvement populaire en Colombie*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 1997.
- Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2000.
- Seoane J. et al., « Les mouvements populaires en Amérique latine », dans Delcourt, Duterme, Polet (dir.), *Mondialisation des résistances*, Paris, Syllepse-Cetri, 2004.
- Snow D., Soule S. et Kriesi H. (dir.), *The Blackwell companion to social movements*, Malden, Oxford, Victoria, Blackwell Publishing Ltd, 2004.
- Skocpol T., « A Structural Analysis of Social Revolutions », dans Goldstone (dir.), *Revolutions: Theoretical, Comparative, and Historical Studies*, San Diego, CA: Harcourt, Brace, Jovanovich, 1986.
- Touraine A., « Rumbo a la politica », *Proceso*, Edicion especial 13, 2004.
- Van Campenhout L., *Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux*, Paris, Dunod, 2001.
- Wieviorka M., « Sociologie postclassique ou déclin de la sociologie? », *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. CVIII, 2000.
- Zibechi R., *Movimientos sociales y emancipacion*, Montevideo, Nordan-Comunidad, 1999.
- Zermeno S., « El zapatismo: presente y futuro », *Memoria*, n° 147, 2001.